



n°4, avril 2008

Jean-François Bayart
Chercheur au CNRS (SciencesPo. – CERI)

Ceci n'est pas une Françafrique

En sauvant le régime d'Idriss Deby au Tchad le 3 février, en rendant visite à celui-ci le 27 du même mois en dépit des violations des droits de l'Homme dont il se rend coupable, Nicolas Sarkozy a dissipé ce qui pouvait rester d'illusion après son discours de Dakar, en juillet, au cours duquel il avait proféré les stéréotypes les plus éculés sur l'« immobilité » de l'Homme noir. De « rupture » il n'y aura pas, dans le domaine des relations franco-africaines. La promesse n'en avait été agitée durant la campagne électorale que pour frapper de ringardise Papy Chirac et se donner un lustre moderne. Bien sûr, le Président français a tenté d'effacer l'impression laissée par son discours de Dakar, lors de son adresse au Parlement sud-africain, quelques heures après son escale à Ndjamena. Mais après tant de compromissions avec l'un des dictateurs les plus brutaux et prédateurs du continent, son hymne à la « Renaissance africaine » et son annonce de la révision des accords de défense franco-africains sont de la même encre que son engagement à lutter *urbi et orbi* contre la tyrannie, le soir de son élection.

Les militants crient à la perpétuation de la « Françafrique ». L'expression prête à confusion. Son auteur, le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, entendait exalter l'intégration de la métropole et de ses anciennes colonies sur des modes postcoloniaux ou, disaient les esprits chagrins, néo-coloniaux. Une intégration qui reposait sur la coopération, les investissements, la convertibilité de la monnaie impériale, le maintien de préférences commerciales, la libre circulation des personnes. Nous n'en sommes plus là. La coopération a été démantelée et l'aide publique au développement a diminué. La convertibilité manuelle du franc cfa a été abolie et l'unité de la zone monétaire à l'échelle subsaharienne n'est plus qu'un souvenir. L'europanisation du Pacte colonial, au lendemain des indépendances, a fait long feu et Bruxelles a renégocié au forceps ses accords commerciaux avec les capitales africaines.

Les investissements directs étrangers de la France se sont détournés de ses anciennes colonies et leur ont préféré le Nigeria, la République sud-africaine, l'Angola. L'Union européenne s'est transformée en forteresse et les politiques malthusiennes en matière de migrations ont cannibalisé la politique africaine de la France.

Aussi la dénonciation de la « Françafrique » vient-elle mal à propos. Sauf à réduire celle-ci à la France-à-fric, pour reprendre un calembour militant assez lourd, c'est-à-dire au financement de la vie politique française et au partage du gâteau de la corruption. En réalité l'action erratique de la France ruine la Françafrique. Et ses interventions militaires au Tchad ou en Côte d'Ivoire n'ont pas d'enjeu économique évident : dans ces deux pays les intérêts privés américains prédominent. D'hégémonique la France devient supplétive.